

- d) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les successions, les fiducies, les sociétés, les sociétés de personnes et tous autres groupements de personnes;
  - e) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
  - f) les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
  - g) l'expression «autorité compétente» désigne:
    - i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
    - ii) en ce qui concerne la Croatie, le ministre des Finances ou son représentant autorisé;
  - h) le terme «national» désigne:
    - i) toute personne physique qui possède la citoyenneté d'un État contractant;
    - ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;
  - i) l'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un État contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant.
2. Pour l'application de l'Accord à un moment donné par un État contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique l'Accord.

#### ARTICLE 4

##### Résident

1. Au sens du présent Accord, l'expression «résident d'un État contractant» désigne:
  - a) toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue; toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet État que pour les revenus de sources situées dans cet État ou pour la fortune qui y est située;
  - b) le Gouvernement de cet État ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.